Elle est présentée comme l'élection la plus importante du monde en 2023.

Ce week-end, les turcs votent pour élire leurs nouveaux présidents.

Mais alors, qu'est-ce qui est en jeu et pourquoi cette élection est plus importante que jamais?

Et enfin plus précisément, ces élections car, ce week-end, les turcs vont voter non seulement pour élire leurs présidents,

mais aussi pour élire leurs députés.

En tout cas, on va voir tout ça ensemble.

C'est donc le sujet à la une des actualités du jour.

Pour déjà première question, évidemment, qui sont ces candidats à l'élection présidentielle ?

En fait, il y en a deux principaux.

D'un côté, on a le président sortant et actuel, donc président de la Turquie,

réceptaït Erdogan, qui est au pouvoir depuis 20 ans.

Il a d'abord été Premier ministre de 2003 à 2014,

et puis, il est devenu président en 2014,

et réélu ensuite une deuxième fois en 2018.

Et en face de lui, pour la première fois,

eh bien, six parties de l'opposition ont décidé de s'unir et de ne présenter qu'un seul candidat.

Ce candidat s'appelle Kemal Kilijdarulou.

Cette alliance de plusieurs parties allait donc très large avec des parties

qui vont du centre gauche à l'extrême droite ultranationaliste.

Il y a des personnes laïques, comme des militants d'un islam politique.

Ils sont en tout cas tous unis par un objectif,

faire tomber Erdogan, qui est de plus en plus contesté ces derniers mois.

Mais alors, pourquoi est-ce que réceptaït Erdogan est aussi fragilisé aujourd'hui?

Eh bien, pour répondre à cette question,

on pourrait en parler certes pendant des heures,

mais on peut revenir aujourd'hui principalement sur trois raisons

qui sont liées au contexte actuel du pays.

Première raison qui fait qu'il est fragilisé,

la Turquie fait face à une énorme inflation,

et ça, déjà depuis 2017.

En un an, typiquement, la hausse des prix en Turquie

est montée à 45% en avril 2023 par rapport à l'année précédente.

Et en un an, elle était aussi montée à plus de 80% en octobre 2022.

Une grande partie de la population a donc perdu beaucoup de pouvoir d'achat.

Il y a des difficultés importantes pour se nourrir.

Le taux de chômage frôle aussi en parallèle les 15% au début d'année

pour vous donner une idée, alors selon les indicateurs, etc.,

mais on est environ à deux fois moins aujourd'hui en France.

Bref, la situation actuellement en Turquie

est très difficile d'un point de vue économique et social.

Et en fait, c'est d'autant plus embarquant

que lors des premières années de la présidence d'Erdogan,

et même d'ailleurs lorsqu'il était premier ministre,

eh bien, la Turquie se portait très bien.

Le pays se développait plutôt bien, il développait son économie,

et ce, notamment d'ailleurs grâce à des investissements étrangers

qui avaient été sollicités par Erdogan lui-même.

Mais le truc, c'est gu'en 2018, il y a une forme de bascule.

Erdogan a obtenu de nouveaux pouvoirs suite à un référendum.

Et ces nouveaux pouvoirs, ils portent notamment

sur la politique monétaire qui permet donc des actions très concrètes

sur la stabilité des prix ou encore sur l'emploi.

Ici, Erdogan a donc repris le contrôle sur certaines de ses décisions.

Sauf que, eh bien, de nombreuses décisions économiques d'Erdogan

depuis 2018 sont aujourd'hui contestées.

Je ne rentre pas dans le détail de ce sujet précis aujourd'hui,

mais par exemple, sur la guestion des taux-directeurs,

eh bien, il y a une politique qu'il mène, qui est en totale opposition

avec la quasi-totalité des États.

Et ce qui fait débâcher d'une partie de la population,

c'est que pour justifier certaines décisions économiques

qui sont donc contestées, ils s'appuient sur des critères religieux.

Deuxième chose qui fragilise Erdogan aujourd'hui,

c'est justement cette question des pleins pouvoirs

qu'il a désormais depuis 2018.

Ca a permis donc au président turc de façonner le pays comme il l'entend.

Mais il n'y a plus du coup d'institutions indépendantes.

Par exemple, en matière de justice, il n'y en a pas.

De la même façon, les médias sont davantage contrôlés par l'État aujourd'hui.

Et la télévision publique a été transformée en outils de propagande selon ses opposants.

Et là aussi, ce qui est d'autant plus frappant, c'est l'évolution d'Erdogan.

Il était perçu au début comme un modèle de modernité

quand il était Premier ministre en 2003.

Il a basculé petit à petit vers un pouvoir non seulement solitaire,

mais qui est estimé aussi donc davantage autoritaire.

Enfin, la troisième raison qui est plus récente et qui l'a fragilisé Erdogan,

c'est la gestion qui a suivi les violences et ismes qui ont touché la Syrie,

mais aussi donc la Turquie le 6 février dernier.

Pour une grande partie de la population turque, l'État turc n'a pas été à la hauteur.

Et ce cours, on mit trop de temps à arriver et à agir.

Et ça a fait augmenter selon eux le bilan humain.

Voilà donc pour le contexte.

D'après les sondages, une grande partie des jeunes a prévu de voter contre Erdogan lors de cette élection dans cette volonté de changement.

Pour autant, l'élection n'est absolument pas jouée d'avance, vous l'aurez compris.

Beaucoup d'autres turques par ailleurs se sentent toujours proches d'Erdogan

et qui représentent selon eux bien un visage opposé notamment à l'élitisme.

Il a longtemps été perçu comme un véritable héros du pays à son arrivée au pouvoir.

Et certes, il a déçu certains aujourd'hui,

mais il a encore des soutiens importants par ailleurs.

A noter au passage que c'est aussi une élection importante à l'international.

Les relations entre l'Europe et Erdogan, par exemple, n'ont jamais été très faciles.

Y compris d'ailleurs avec le président français,

Erdogan avait insulté, vous l'avez peut-être suivi sur la chaîne.

Erdogan a aussi une défiance importante, notamment envers l'OTAN.

Donc cette alliance militaire menée par les États-Unis et dont la Turquie fait encore partie aujourd'hui.

Mais ce qui n'est pas évident, c'est que la Turquie et l'Europe ont par ailleurs des enjeux cruciaux ensemble

et d'ailleurs des échanges quand même qui se poursuivent en parallèle de ces tensions.

Bref, un impact qui pourrait être important, y compris pour l'Europe.

On en reparlera donc lundi pour les résultats,

je sais pas si vous voulez les suivre autrement,

on les postera directement sur Instagram.

Le nom du compte, c'est Hugo Descript, je sais que vous n'êtes pas encore abonné.

Je vous laisse avec Paul pour les actualiteurs.

En bref, je reviens juste après.

Merci Hugo. Salut à tout le monde.

On commence avec une première actuelle en France.

Emmanuel Macron est critiqué pour des déclarations qu'il a tenues ce jeudi

lors d'un discours sur la réindustrialisation de la France.

Dans ce discours, il a appelé à faire, je cite,

une pause dans les réglementations environnementales européennes.

Et les critiques viennent du coup du camp écologiste.

Notamment, ils estiment que c'est un déni des préoccupations environnementales

et qu'il ne faut pas faire de pause, qu'il faut au contraire,

qu'il y ait encore plus de réglementation environnementale.

Mais du côté du camp d'Emmanuel Macron, on estime que la phrase est sortie de son contexte, qu'elle ne veut pas dire ne pas agir pour l'écologie.

Le camp d'Emmanuel Macron estime que son message, c'est

faisons déjà respecter les règles actuelles avant d'en ajouter de nouvelles.

Le risque, selon Emmanuel Macron, ce serait qu'en ajoutant trop de nouvelles règles,

on serait, je cite, en train de perdre les acteurs concernés

et que les entreprises européennes souffriraient de la concurrence des entreprises chinoises et américaines

qui ont elle beaucoup moins de réglementation environnementale pour l'instant.

Allez, on quitte la France, on continue avec des actuelles internationales, il y en a pas mal.

Alors Hugo vous a parlé des élections en Turquie, et bien il y a ce dimanche, une autre élection importante dans le monde, cette fois dans un pays d'Asie, c'est en Thaïlande. Ce sont les élections législatives, et l'enjeu, c'est qu'elle pourrait marquer la fin de presque

dix ans de domination des militaires en Thaïlande.

En effet, depuis 2014, le premier ministre thaïlandais, c'est Praiu Chanocha,

un ancien militaire qui a pris le pouvoir par la force et qui est très proche de l'armée,

et il est donné perdant dans les sondages face aux partis d'opposition pour cette élection.

Alors ceci dit, à l'inverse, certains craignent que s'ils perdent,

eh bien l'armée n'accepte pas sa défaite et qu'il y ait un nouveau renversement du pouvoir par la force.

mais ce jeudi, l'armée a déclaré que ce ne serait pas le cas.

On suivra donc là aussi l'indice qu'il s'est passé dans cette élection.

Troisième actu, on voulait vous tenir au courant de la situation au Pakistan.

Vous savez, ce mardi, l'ancien premier ministre du pays, Imran Khan, a été arrêté officiellement pour corruption,

mais dans un contexte où il s'oppose fortement au pouvoir en place,

et suite à son arrestation, des manifestations ont éclaté, ses partisans réclament sa libération.

Eh bien, ce jeudi, grosse décision, la Cour suprême pakistanais, la plus haute juridiction du pays, a déclaré que cette arrestation de l'ext premier ministre était invalide et illégale.

Elle réclame du coup sa libération, mais le gouvernement actuel conteste cette décision.

Il a promis s'il était libéré de l'arrêter à nouveau.

Bref, le Pakistan est au coeur d'une véritable crise politique.

On continuera à vous tenir au courant là-dessus.

Quatrième info, deux otages français qui étaient détenus en Iran ont été libérés ce vendredi.

Le premier otage, c'est Benjamin Brier.

Il était emprisonné en Iran depuis près de trois ans après une condamnation pour espionnage, parce qu'il aurait pris en photo des zones interdites avec un drone de loisir dans un parc naturel iranien.

Et l'autre otage libéré s'appelle Bernard Fellane.

Il avait été arrêté il y a sept mois, alors qu'il était en voyage d'études en Iran, là aussi, soupçonné d'espionnage.

Et alors, autre info, puisqu'on parle de l'Iran, le nombre d'exécutions dans le pays est en augmentation.

Au moins 64 personnes ont été exécutées par le régime iranien ces douze derniers jours, et 220 depuis le début de l'année, selon l'ONG Iran Human Rights.

Et pour les spécialistes, eh bien ce que montrent ces exécutions,

c'est que le régime iranien chercherait à intimider toutes celles et ceux qui s'opposeraient encore à son pouvoir.

Dans le contexte où depuis le mois de septembre 2022,

une partie de la population iranienne se soulève contre le pouvoir,

même si ces derniers temps, il faut le noter, les manifestations sont beaucoup plus rares dans le pays.

Voilà, c'est la fin de ce résumé de l'actualité du jour.

Évidemment, pensez à vous abonner pour ne pas rater le suivant, quel que soit d'ailleurs l'application que vous utilisez pour m'écouter. Rendez-vous aussi sur YouTube, ou encore sur Instagram, pour d'autres contenus d'actualités exclusifs.

Vous le savez, le nom des comptes, c'est Hugo Descripts.

Écoutez, je crois que j'ai tout dit, prenez soin de vous et on se dit à très vite.